

res des propriétaires non-exploitants, la mise en valeur des terres cultivables domaniales et communales et des terres de tribus. L'exploitation des terres récupérées se ferait par des Comités de gestion ou des coopératives sur les grandes unités de production indivisibles ; pour les autres terres leur distribution est demandée en priorité aux paysans qui accepteraient de se grouper en coopératives. De plus la résolution engage l'U.G.T.A. à « œuvrer à la mobilisation de tous les travailleurs et à apporter une aide concrète pour la réussite de la politique agraire du parti, une aide efficace dans la constitution par le parti et le gouvernement, des Unions Paysannes ». Si donc du côté de la réforme agraire on peut noter un notable progrès par rapport aux éléments de programme connus et surtout par rapport au projet de la Commission Préparatoire du Congrès, du côté organisationnel par contre on peut noter un manque de concordance entre cette partie-ci de la résolution et la résolution de politique générale. On se souvient (voir plus haut) que l'U.G.T.A. préconise l'organisation des masses paysannes en son sein pour « éviter tout double emploi et l'éparpillement des énergies ». Ne retrouve-t-on pas dans cette discordance un nouvel épisode de la lutte entre O.N.R.A. et les échelons moyens de la Centrale pour l'organisation des travailleurs de l'autogestion agricole qui s'était déroulée avant, pendant et après le congrès de la F.N.T.T. (voir « Révolution et Travail » et la déclaration de ZAHOUANE) ?

De façon plus générale on peut se demander comment ce programme agraire pourra trouver son application dans le cadre des seules solutions techniques que le Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire a tenu à offrir aux paysans des Aurès quelques jours après la fin du Congrès présent et à réaffirmer dans une interview au journal « Alger Républicain » du 20 Avril.

La nouvelle direction de l'U.G.T.A. en se chargeant de ce programme s'est située pour l'avenir entre le marteau et l'enclume et cela ne manquera pas de donner une dynamique nouvelle à l'ensemble de la situation politique.

A propos de la planification, l'U.G.T.A. demande la participation effective et poussée des syndicats à l'élaboration d'un pré-plan dont l'établissement doit être immédiat. Les problèmes engendrés par l'exécution impérative, permise par l'existence d'un secteur étatique et autogéré important, ne sont pas posés en ce qui concerne la totalité de l'économie tout au long de la période transitoire.

Résolution sur l'éducation

La résolution sur l'éducation offre un vaste programme culturel général et de formation syndicale et économique dont la réalisation demandera l'établissement de la journée de travail continu et des moyens financiers important (20 % du budget de la Centrale en plus de la participation des Unions Locales sur leurs ristournes ont été demandés à ce titre). Elle demande un bouleversement des structures, des programmes et l'introduction d'une idéologie de classe dans l'enseignement des sciences sociales — notamment du marxisme en économie politique — à l'Université. En ce sens elle offre une base plus solide de combat aux étudiants et aux enseignants, celle de la Centrale, et ouvre le chemin de la multiplication des initiatives pour la concrétisation de l'alliance entre les classes de jeunes scolaires et la classe ouvrière d'Algérie.

★

A la lumière du contenu révolutionnaire de la plupart des résolutions, les résultats du Congrès, y compris la composition bien nouvelle de la direction de la Centrale, sont une image de l'agencement provisoire des grands et petits antagonismes qui remuent la société algérienne, de l'intérieur et de l'extérieur. Ils sont le fruit de compromis entre les forces les plus actives de la classe ouvrière surtout des villes et l'appareil dans son ensemble auquel il a bien fallu qu'un autre compromis corresponde, celui-là dans l'appareil même. Par cela s'explique l'utilisation de cadres de « gauche » dans le travail des commissions, l'esquisse de rapports organiques nouveaux entre Partis et Syndicats (mais esquisse seulement), l'attribution d'un nouveau domaine de travail à la Centrale — celui de la réforme agraire et de la planification — en échange de l'accord donné par les cadres syndicalistes que soit assurée la stabilisation de la classe ouvrière. Le passage de compromis entre cadres est une chose, l'application au niveau des forces sociales des obligations en découlant en est une autre.

A. BARCHE.

Le congrès des J.C. italiens est reporté

Les relations entre le parti communiste italien et la jeunesse sont arrivées à point critique avec les bruits qui circulent selon lesquels le congrès de la jeunesse ne se tiendra pas cette année. Ces bruits se sont trouvés confirmés par une décision officielle du Conseil national de la jeunesse communiste italienne à sa réunion des 12 et 13 mars.

La raison invoquée par la bureaucratie du parti pour demander à la FGCI (Fédération de la jeunesse italienne) de reporter son congrès est que les documents de base rédigés pour la préparation reflétaient une ligne trop éloignée de la ligne officielle du parti. On arriva finalement à un compromis, dont l'essentiel était que la FGCI participerait au prochain congrès du parti avec des délégués ayant droit à la parole et au vote.

Le rapport d'Achille Occhetto, secrétaire national de FGCI, reconnaît ouvertement que la proposition de l'ajournement du congrès venait de la direction du parti.

Après avoir réglé cette question d'une manière quelque peu détachée, Occhetto passe à quelques questions politiques, reprenant encore une fois des positions qu'il avait déjà exprimées dans des discours et des articles publiés dans « Citta Futura » (revue mensuelle de la FGCI). Malgré certaines ambiguïtés, le rapport d'Occhetto, comme ses précédentes déclarations, glissait vers une ligne à gauche de la ligne officielle du parti.

La plupart des membres du conseil national qui prirent la parole parlèrent du congrès. Un grand nombre s'opposèrent à son ajournement. Certaines personnalités importantes de la direction nationale de la FGCI ne firent aucune intervention, montrant ainsi leur désaccord avec la proposition de la bureaucratie du parti. Certains orateurs reprirent la question du Vietnam, critiquant l'Union Soviétique qui ne fournit pas une aide substantielle à la République Démocratique du Vietnam : Luigi Longo, secrétaire général du parti communiste italien, interrompit l'une de ces interventions pour dire qu'il

y avait des difficultés nullement imputables à l'Union soviétique ; comme on lui demandait quelles étaient ces difficultés, il répondit vaguement que l'Union soviétique avait offert une aide au Vietnam mais qu'apparemment les Chinois avaient refusé le droit de transit de ce matériel sur leur territoire et qu'on ne pouvait donner d'autres détails pour des « raisons militaires évidentes ». Bien que la mise au point de Longo ait fait une certaine impression, la majorité de l'assistance resta sceptique.

Le rapport d'Occhetto fut soumis au vote dans son ensemble au lieu de l'être, d'une part sur son aspect politique et d'autre part sur l'ajournement du congrès. L'aile gauche était embarrassée : si elle votait contre le rapport à cause de son point de vue sur l'ajournement du congrès, elle affaiblirait une position de gauche (bien que limitée) par rapport à la direction du parti. Un petit groupe d'oppositionnels de droite était aussi embarrassé. S'il votait contre le rapport en raison de son point de vue sur son contenu politique, cela pouvait être interprété comme la critique de la proposition d'ajournement du congrès par la bureaucratie du parti. A part quelques abstentions, le rapport d'Occhetto passa à une forte majorité et les divergences existantes ne s'exprimèrent pas.

Par un vote unanime le Conseil national protesta contre la confiscation de « Clarté » au siège de l'Union des Etudiants Communistes en France. Au sujet des documents de l'opposition et d'autre littérature « subversive », on relata au Conseil national que cette littérature avait été jetée dans la Seine ! Ce fait a tellement choqué la direction du parti qu'elle a envoyé une lettre de protestation au Parti Communiste Français.

L'ajournement du congrès du FGCI n'a fait qu'ajourner une confrontation politique ouverte. En attendant, malgré les menaces, la FGCI maintient « Citta Futura ». Sa contribution peut aviver la discussion préparatoire au prochain congrès du PCI.

Indiscretions au sujet de la réunion internationale des P.C.

P ARMI les cercles dirigeants des 19 partis communistes représentés à la réunion du 1^{er} mars à Moscou, on parle maintenant de la façon dont elle s'est déroulée.

Avant le départ de leurs délégués, les partis représentés reçurent deux documents rédigés par les dirigeants du Parti communiste soviétique. L'un était une résolution suivant la ligne du Kremlin condamnant sévèrement les Chinois, l'autre proposait une lettre convoquant une conférence de tous les partis communistes.

Bien qu'un certain nombre de partis n'aient manifesté aucun enthousiasme pour la ligne proposée par les Russes, seul le parti communiste italien s'y est vraiment opposé. Les Italiens critiquèrent le document et réaffirmèrent leur position bien connue contre la convocation prématurée d'une conférence internationale.

Comme d'habitude, ce furent les délégués français, surtout Jean Kanapa, qui adoptèrent une ligne dure, attaquant les Italiens et faisant même apparaître certains délégués soviétiques comme modérés. A un moment un dirigeant soviétique alla même jusqu'à rappeler à Kanapa les difficultés internes du Parti Communiste Italien et les problèmes que

pose l'existence d'un parti socialiste fort en Italie.

Avant la fin de la réunion, l'un des délégués polonais lança une attaque particulièrement violente contre le Parti Communiste Italien.

Les Italiens déclarèrent même qu'ils ne signeraient aucun document sans autorisation de leur direction.

Finalement on parvint à un compromis qui favorise le point de vue italien.

Le document politique fut considérablement modifié avant d'être rendu public, et l'idée d'une lettre convoquant une conférence fut abandonnée. Après une attente de deux jours, il y eut une réponse de Rome favorable à la signature du document (sous réserve que la direction italienne publie une déclaration parallèle).

Ce n'est qu'à la dernière minute paraît-il que les Cubains auraient décidé de participer à la réunion. Il est clair qu'une seule chose les intéressait, faire mettre à l'ordre du jour la question du Vietnam. Le document finalement adopté à ce sujet fut celui qu'ils avaient présenté.

Tout le reste ne fut pour eux que discussions inutiles auxquelles ils ne participèrent pas sérieusement.

JOHN BAIRD

Nous avons appris avec une grande tristesse la mort de John Baird, le 21 mars, des suites d'une douloureuse maladie.

Né en 1906, John Baird travailla pendant un certain temps dans les houillères d'Ecosse, avant de devenir dentiste. Très jeune, il fut membre du Labour Party où il se situa dès le début et jusqu'à son dernier jour à l'extrême-gauche. Après avoir été mobilisé pendant la guerre, il fut candidat du Labour Party à Wolverhampton East dont il conquit le siège des libéraux en juillet 1945. Il fut depuis lors réélu en 1950, 1951, 1955 et 1959. Aux élections d'octobre dernier, il n'était plus candidat.

John Baird fut, toute sa vie durant, très proche du mouvement trotskyste, et il lui manifesta sa solidarité en de nombreuses occasions. Il intervint en ma faveur lorsque j'eus des difficultés avec les autorités britanniques. Il témoigna chaleureusement en faveur des camarades Pablo et Santen lors du procès d'Amsterdam. A cette époque, il avait pris en Grande-Bretagne l'initiative d'une action de solidarité et d'aide envers la révolution algérienne. Il visita les travailleurs et les combattants algériens qui se trouvaient alors au Maroc. Après la libération de l'Algérie, il participa à la conférence d'Alger (juin 1963) pour l'aide non-gouvernementale à l'Algérie.

Sa position à l'extrême-gauche du Labour Party lui valut quelques démêlés dans le groupe parlementaire sous la direction de Gaitskell.

Atteint depuis longtemps d'un mal incurable, il continua son activité pour les causes d'avant-garde jusqu'au dernier moment. Quelques jours avant sa mort, de son lit d'hôpital, il adressa dans une lettre à l'organe *The Week* un appel pour la révolution vietnamienne.

Nous garderons de John BAIRD le souvenir d'un bon ami, d'un bon camarade, d'un fidèle militant de la classe ouvrière.

Pierre FRANK.

**VIENT DE REPARAITRE :
L'AN DE LA REVOLUTION
de Victor Serge
aux Editions de Delphes
Prix : 27 F
En vente à notre siège**

L'abondance des matières nous oblige à différer la publication de plusieurs articles sur le manuel d'histoire du P.C.F. sur le tome III du livre de Deutscher sur Trotsky ainsi que sur l'Algérie.

LE COMITE INTERNATIONAL DE SOUTIEN AUX ANTIFASCISTES IBERIQUES.

C.I.S.A.I.

Le franquisme, chancre européen du monde dit libre, bénéficie de la duplicité inavouée des gouvernements bourgeois ; tel le versemment d'une pension par BONN aux anciens de la Division Bleue ; les efforts de la petite Europe pour intégrer l'ESPAGNE dans son orbite et relever autant que possible son niveau économique, la sortent de son isolement.

Le C.I.S.A.I. soutient à travers un front uni les organisations espagnoles :

Le PARTI OUVRIER UNIFIE MARXISTE (P.O.U.M.)

Le FRONT de LIBERATION POPULAIRE (F.L.P.)

Les JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES (J.S.R.)

Il vous appelle à continuer de soutenir et à participer d'une façon plus effective au C.I.S.A.I.

Diffusez son bulletin « Informations ibériques » parmi vos amis, vos organisations.

SOYEZ NOMBREUX A REPOUDRE A SON APPEL.

Adressez les fonds à :
Michel LEQUENNE
3, rue du Docteur Schweitzer
BAGNEUX (Seine)
C.C.P. PARIS 264-25

Adressez la correspondance au CISA.I, 5, rue Aubriot, PARIS-4.
INFORMATIONS IBERIQUES —
ABONNEMENT 1 an : 6 numéros —
5 F. — de soutien : 10 F.